

L'ÉCONOMIE DE LA CHINE AUJOURD'HUI

QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

Document 3

Dominique BARJOT

Vice-président de la section 2 de l'ASOM

Sciences politiques et administratives

Introduction

Le 47^e Forum économique mondial de Davos, tenu en janvier 2017, avait pour invité d'honneur le Président Xi Jinping, qui avait tenu un discours identique. De fait, la Chine est, avec l'Inde, le principal bénéficiaire de la libéralisation des échanges de biens, de services et de capitaux. C'est ce que montre aussi l'ambitieux projet de la Route de la Soie proposé comme une alternative aux Traités Transatlantique (TAFTA ou Transatlantic Free Trade Agreement) et Transpacifique (TPPA ou Trans-Pacific Partnership Agreement) prônés par les États-Unis sous l'ère Obama¹. L'ambition est de taille, puisqu'à côté de la route maritime classique, passant par la mer de Chine méridionale et le détroit de Malacca, le golfe d'Aden ou le détroit d'Ormuz jusqu'à la Méditerranée, est venue s'ajouter une nouvelle route reliant la Chine à l'Europe par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Il est même envisagé une troisième route passant par le Grand Nord, le long des côtes russes, puis scandinaves.

1/ MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ASIE

Ce poids considérable de la Chine et de l'Inde traduit la montée de l'Asie au sein de l'économie mondiale². Quelques statistiques le montrent.

Tableau 1. **Hiérarchie des dix premières puissances économiques mondiales à parité de pouvoir d'achat en 2019**

	Pays	Population (millions d'habitants)	PIB (milliards de USD)	PIB par tête (USD)
1	Chine	1430	29930	20930
2	États-Unis d'Amérique	329	21935	66650
3	Inde	1370	12138	8860
4	Japon	126	5683	45100
5	Allemagne	83,5	4684	56100
6	Russie	145,9	4170	28580
7	Indonésie	270,6	4059	15000
8	Brésil	211,1	3580	16968
9	France	65,1	3235	49690
10	Royaume-Uni	67,5	3233	47890

Source : FMI, Banque mondiale.

¹ Y. Wang, *The Belt and Road Initiative. What will China offer the World in its Rise*, Beijing, New World Press, 2016.

² D. Barjot (dir.), « Entreprises et entrepreneurs d'Asie », *Entreprises et Histoire*, n° 90, avril 2018, 184 p.

1.1/ Un monde qui change

Certes, en 2017, les nations occidentales dominaient encore l'économie mondiale. Seules trois puissances asiatiques intégraient les dix premiers : la Chine (2), le Japon (3) et l'Inde (7). Mais si l'on considère cette fois les vingt premiers, quatre autres nations d'Asie les rejoignent : la Corée du Sud (11), l'Indonésie (16) et l'Arabie Saoudite (20). Ces chiffres masquent en partie la réalité. En effet, si l'on raisonne à parité de pouvoir d'achat, la hiérarchie se trouve très largement modifiée au profit de l'Asie. Cette fois-ci, quatre nations asiatiques s'insèrent dans les dix premiers : la Chine (1), l'Inde (3), le Japon (4) et l'Indonésie (7). Certes, la Corée du Sud rétrograde au quatorzième rang, mais l'Arabie Saoudite progresse (15), tandis que l'Iran (17), la Thaïlande (19) et Taiwan (20) intègrent les vingt premières puissances mondiales.

1.2/ Trois ensembles de nations

Cette montée de l'Asie apparaît générale. Elle concerne un certain nombre de pays du Moyen-Orient, mais aussi les ex-républiques soviétiques (Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et surtout Kazakhstan), ainsi que les petits pays du subcontinent indien (Bhoutan, Népal), de l'Asie du Sud-Est (Laos, Cambodge, Birmanie). Elle apparaît même spectaculaire pour le Pakistan et même le Bangladesh. Néanmoins, à moyen et long terme, cette montée en puissance de l'Asie continue de reposer sur trois groupes principaux de pays, dont l'originalité du modèle de développement a été bien mise en évidence par les économistes (W.W. Rostow, S. Kuznets, A. Gerschenkron, R. Prebisch, P. A. Krugman, D. Senghas, etc.).

1. Trois puissances économiquement dominantes, dont l'une a pu être considérée comme un modèle par sa précocité et le caractère exemplaire de sa croissance économique, le Japon (d'où, entre autres, le succès, en 1961-62 de la célèbre théorie du développement « en vol d'oie sauvage », formulée dans les années 1930 par K. Akamatsu, et les deux autres, la Chine et l'Inde, s'identifient à l'ascension des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) au sein de l'économie mondiale.

2. Les « Quatre Dragons » : il s'agit de quatre pays d'Extrême-Orient ayant connu une forte croissance industrielle à partir des années 1960, à savoir la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan. Bénéficiant d'un niveau de vie au moins égal à celui des pays d'Europe occidentale, ils ne font plus partie, ni des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI), ni des pays émergents. Ils concurrencent le Japon et les pays occidentaux dans les activités industrielles les plus avancées.

3. Les Nouveaux tigres asiatiques (ou Nouveaux Pays Exportateurs ou « Bébés tigres ») souvent désignés sous le terme de *Tiger Club Economics*, selon Goldman Sachs. Il s'agit de l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. Si la Malaisie est aujourd'hui non loin du niveau de développement de la Corée du Sud ou de Taiwan, les autres sont pays émergents en croissance rapide. Même si l'on a pu défendre l'idée que ces Nouveaux Pays Exportateurs ont adopté la voie suivie avant eux par la Corée du Sud ou Taiwan, rien n'indique qu'ils en aient reproduit le modèle, tant leurs situations propres sont spécifiques et diverses.

1.3/ La Chine comme modèle

La Chine apparaît comme le premier bénéficiaire de la libéralisation des échanges mondiaux, non seulement de biens et services, mais aussi de capitaux : entre 2000 et 2016, le stock de capitaux directs exportés (de la Chine à l'étranger a été multiplié par trente. Certes, depuis, une baisse significative s'est fait sentir (-17% en 2018), mais en 2019, les investissements chinois à l'étranger représentaient 5,9% de stock mondial, dont 50% d'origine publique. Le pays le devait notamment à une active stratégie en matière de fusions-acquisitions. Elle s'appuie surtout sur la force d'entreprises géantes à capitaux d'État telles que l'Industrial and Commercial Bank of China, le plus grand prêteur mondial, China State Construction Engineering, numéro un mondial de la construction et de l'immobilier, China National Petroleum, présente dans plus de trente pays du monde et quatrième entreprise mondiale selon Fortune en 2019, ou State Grid Corporation of China, la plus grande compagnie de services publics au monde et acteur d'une interconnexion économie mondiale. La Stratégie *Made in China 2025* vise à faire du pays une économie à forte valeur ajoutée et axée sur l'innovation.

D'une façon plus générale, l'Asie constitue le principal moteur de l'économie mondiale. En dépit d'un sensible ralentissement, la croissance de la Chine reste soutenue, tandis que s'accélère celle de l'Inde et que se maintient celle de l'ASEAN.

Tableau 2. **Croissance du PIB réel en Asie du Sud-Est, en Chine et en Inde** (Variation annuelle en pourcentage)

	2012-2016 (moyenne)	2016-2019 (moyenne)	2019-2020 (moyenne)
Chine	7,3	6,6	5,9
Inde	6,9	7,2	7,3
Average of ASEAN ³	5,1	5,3	5,2

Source : OCDE

L'Asie de l'Est et du Sud-Est comme le sous-continent indien demeurent des zones privilégiées d'investissements notamment dans la production et le transport de l'énergie. En même temps, cette zone se place en tête pour le développement de l'économie numérique et des techniques nouvelles qui lui sont spécifiques : internet des choses (*Internet of Things* ou IOT), *Big data analysis*, intelligence artificielle (*Artificial intelligence* ou AI), *Blockchain*, *Cloud computing*. Surtout portée par le secteur privé, elle favorise la montée en puissance de l'e-commerce chinois, à travers des plateformes telles que Tmall Global (Alibaba), JD.com, Kaola (NetEase), Suning.com, et aux métropoles de Chongqing, Guangzhou, Hangzhou et Shanghai, qui constituent autant de centres d'entrepôts sous douane. Mais l'Inde est aussi très présente dans ce domaine, en particulier grâce au programme national d'identité numérique Aadhaar ID, qui favorise, entre autres choses, les transactions bancaires dématérialisées.

³ Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt-Nam.

2/ LA CHINE : A LA RECHERCHE D'UN LEADERSHIP ECONOMIQUE MONDIAL

Depuis 2012, le gouvernement de Pékin cherche à internationaliser sa monnaie en libéralisant son usage pour les entreprises étrangères.

2.1/ Affirmation d'un modèle économique chinois

C'est la conséquence directe de l'affirmation d'un modèle économique chinois. De 1978 à 2008, le produit national chinois s'est développé au rythme de 10 % par an en moyenne et à prix constants ; il se maintient encore autour de 7 % depuis. Il semble donc que le rythme de croissance s'infléchisse à la baisse, sous l'impulsion d'une nouvelle génération de dirigeants privilégiant, aux aides publiques et aux exportations à faible valeur ajoutée, une demande auto-entretenu par la consommation. L'objectif de Xi Jinping, le successeur de Hu Jintao au Secrétariat Général du parti et au poste de chef de l'État depuis 2012, et du Premier Ministre Li Keqiang, est de rebâtir le système chinois sur des bases plus saines, grâce à des réformes libérales, à la lutte contre la corruption, sans pour autant renoncer au contrôle de l'opinion (notamment du web), mais aussi à une politique plus soucieuse de préserver l'environnement.

Un « nouveau modèle de croissance » pointe enfin. Certes l'exportation reste essentielle, mais la hausse des coûts chinois et la faiblesse de la demande dans les pays développés poussent à un rééquilibrage au profit de la demande interne et à une réduction de l'excédent commercial chinois. L'autre moteur de la croissance, l'investissement intérieur, tend aussi à s'essouffler parce que générateur de dettes bancaires, ou financières. Selon l'agence Fitch, l'endettement global de l'économie est passé de 13 % du PIB en 2008 à 218 % en 2013. C'est dans une large mesure le résultat du plan de relance massif décidé fin 2008 par les autorités chinoises afin de passer le cap de la crise financière internationale.

2.2/ Une économie émergente confrontée à des défis économiques majeurs

Pour y parvenir, les nouveaux dirigeants doivent surmonter les trois obstacles freinant la « révolution économique » : le système financier, l'immobilier et la corruption. Le premier a été conçu dans un seul but : capter l'épargne massive des ménages pour financer des investissements. Mais cela n'a pu se réaliser qu'en plafonnant la rémunération de l'épargne à des niveaux très bas au détriment de l'épargnant moyen, c'est-à-dire du petit peuple. Pour encourager la consommation, il faut donc introduire la concurrence entre les banques et que celles-ci cessent de financer presque exclusivement les groupes publics au détriment des PME et des groupes privés innovants. Quant au marché immobilier, il est biaisé par deux facteurs au moins : le caractère crucial des ventes de terre pour des collectivités locales et régionales surendettées et la faible rémunération des placements bancaires et financiers, qui détournent nombre de ménages de l'acquisition de valeurs mobilières. Enfin, la corruption demeure un fléau : Xi Jinping ne s'est d'ailleurs pas trompé sur la cible en faisant tomber les principaux dirigeants de Petrochina. Mais jusqu'où ira-t-il ?

Le pouvoir semble toutefois se concentrer sur l'économie comme l'indique la mise en œuvre d'un plan de sauvetage en faveur des provinces, dont l'endettement représente à lui seul plus d'un tiers

du PIB. La libéralisation politique n'est pas la priorité. Certes, le 4 juin 2014 a coïncidé avec le vingt-cinquième anniversaire des événements de Tianmen ; certes à Hong Kong, les libéraux réclament l'introduction, dès 2017 et selon la promesse faite par Pékin, du suffrage universel direct pour l'élection de chef de l'exécutif du territoire ; certes, à Taiwan, le parti historiquement dominant, le Kouo-Min-Tang (KMT) a perdu le pouvoir face au Parti démocrate, beaucoup moins enclin à coopérer avec Pékin. Mais, à l'intérieur, les grands projets d'investissement ont toujours de beaux jours devant eux : nouveau centre de lancement de satellites sur l'île méridionale de Hainan, plus haut gratte-ciel jamais réalisé en Chine (Sky City, 838 m de hauteur à Shanghai), ligne de train à grande vitesse de 1776 km reliant le Xinjiang à l'intérieur du pays par le Tibet, démarrage du nouvel aéroport de Pékin, etc.

Dans un contexte marqué par la montée des conflits en mer de Chine, notamment avec le Japon, autour des îles Senkaku (selon le Japon) et Diaoyu (pour la Chine), mais aussi le Vietnam à propos des îles Paracels, ou des Spratleys revendiquées aussi par Brunei, la Malaisie ou les Philippines, la nouvelle politique semble vouloir lutter plus efficacement contre la pollution. En 2014, les émissions de CO₂ atteignent presque le double de celles des États-Unis alors qu'elles étaient au même niveau il y a moins de dix ans. Il s'agit moins de se concentrer sur le gaz à effet de serre, que de résoudre le problème urbain. À Pékin par exemple, le nombre de véhicule neufs autorisés à circuler sera réduit de près de moitié et un péage urbain sur le modèle de celui de Londres est à l'étude. Reste à savoir si les classes moyennes renonceront à considérer que « la possession et l'usage d'une voiture constitue un droit inaliénable ».

Partant de l'observation faite en 2013 par le *Financial Times* d'un essoufflement de la croissance économique des BRIC, il est clair que, dans la longue durée, c'est la Chine qui a fait les choix les meilleurs, sous l'impulsion notamment de Deng Xiaoping. L'appel au capital étranger et l'introduction d'une économie concurrentielle sans remise en cause du régime socialiste ont assuré, par exemple, une formidable expansion à la province du Guangdong : grâce à une multiplication par près de 200 entre 1978 et 2010, sa production dépasse aujourd'hui celles de Singapour, Hong Kong et, même, Taiwan.

2.3/ Un acteur international majeur

Depuis 1978 et, surtout, 1992, la Chine s'est peu à peu imposée, avec les États-Unis, comme un acteur international majeur : premier exportateur mondial devant les États-Unis, elle a beaucoup gagné en parts de marché entre 1990 et 2000 (de moins de 2 % à plus de 11 %) tandis que déclinaient les parts respectives des États-Unis (de 15,4 à 8,4 %) et surtout de l'Union Européenne (UE) (de 44,5 % à moins de 15 %). Prévus par Zhou Enlai et mise en œuvre par Deng Xiaoping, l'alliance du communisme politique et du libéralisme économique se réalise enfin. Admise à l'ONU en 1971, la Chine a formulé sa première demande d'adhésion au GATT dès 1986, puis s'est mise progressivement aux normes de ce dernier, d'où son entrée à l'OMC en 2001. De fait les droits de douane chinois sur les biens importés sont passés de 32 % en 1990-95 à 17 % en 2000 et 9,6 % en 2012 (contre 3,4 % et 5,5 % respectivement pour les États-Unis et l'UE).

Tout en défendant son statut de pays en développement, à travers l'adhésion d'une série de groupes *ad hoc*, la Chine cherche à imposer le yuan, face au dollar, à l'euro et au yen, autres monnaies de

références. Le yuan commence déjà à être utilisé de façon exclusive par le Japon, la Corée du Sud, le Brésil, l'Indonésie et l'Australie pour leurs achats en Chine. Même si les facturations en yuan ne concernent encore que 10 % des exportations chinoises, le pays bénéficie, grâce à Hong Kong, d'une place financière mondiale. La Chine revendique aussi un rôle actif au Fonds monétaire international (FMI), dont elle est devenue le troisième contributeur (derrière les États-Unis et le Japon) en jouant sur l'énormité de ses réserves en devises. Enfin, face à l'APPEC (Asia Pacific Economic Cooperation) prônée par les États-Unis, elle mise, à travers l'AFTA (Asean Free Trade Agreement), sur la coopération entre elle, le Japon, la Corée du Sud et l'ASEAN. L'économie devient aussi un atout majeur du *soft power* chinois, sans que cela implique un abandon de son *hard power* (la Chine est devenue le cinquième exportateur mondial d'armes).

De fait, la Chine s'est imposée, dans la décennie 2000, comme la seule superpuissance capable de rivaliser avec les États-Unis, grâce au nombre considérable de ses actifs (plus de 800 millions) et de son accumulation énorme de capital humain. Son dynamisme économique record se fonde sur un massif effort d'investissement (40 % du PIB), sur une énorme consommation d'énergie, mais aussi sur la puissance d'entreprises géantes encore très liées à l'État : dans l'industrie pétrolière, le secteur de la construction, la banque, les télécommunications et la sidérurgie. Ces grandes firmes émergentes se retrouvent aussi dans les technologies avancées, avec Lenovo, leader mondial de PC, et Huawei. Mais la Chine doit aussi faire face à quatre défis majeurs : la pollution, les inégalités sociales et territoriales, l'inflation et l'endettement intérieur. Dans ces conditions, la poursuite du modèle chinois de développement suppose d'exporter plus, mais aussi de pratiquer une politique d'importation sélective afin de favoriser les progrès de compétitivité. Il semblerait que ce soit en partie la voie adoptée par le pays : en effet les prévisions du FMI pour 2018 prévoient une légère reprise de la croissance chinoise : + 6,6 % en 2018 contre + 6,4 % en 2017 (+ 2,7 et 2,5 pour les États-Unis aux mêmes dates). En 2019, le taux de croissance de l'économie chinoise

3/ LA CHINE EN 2019 : UNE CROISSANCE ENCORE SOUTENUE, MAIS NON DÉPOURVUE DE FRAGILITÉS

Bien qu'elle soit en train de ralentir, la croissance économique reste forte à l'aune des normes internationales⁴.

3.1/ La croissance ralentit, mais se rééquilibre en faveur de la consommation et des services

La trajectoire de rattrapage vis-à-vis des économies de l'OCDE se poursuit malgré le ralentissement. De fait, la Chine contribue pour environ un quart à la croissance mondiale. L'économie poursuit son rééquilibrage, portée par la hausse régulière de la consommation. Des défis complexes subsistent toutefois, en particulier le niveau élevé de la dette totale, qui dépasse celui observé dans de nombreux pays de l'OCDE. Le faible niveau du chômage et la progression régulière des revenus ont soutenu la consommation. Les ménages consacrent de plus en plus de dépenses au commerce électronique et aux services partagés. Alors que la population active

⁴ Chine - Études économiques de l'OCDE. Synthèse, OCDE Études économiques: Chine© OECD 2019, 81 p., cité p. 7-10, www.oecd.org/fr/eco/etudes/etude-economique-chine.html

diminue depuis plusieurs années sous l'effet du vieillissement démographique, des pénuries de main-d'œuvre contribuent à maintenir les salaires à un niveau élevé, en particulier dans les grandes villes de l'intérieur du pays.

Le ralentissement de l'investissement a contribué au repli récent de la croissance. Les excédents de capacités dans plusieurs secteurs pèsent sur l'investissement des entreprises. À la suite des restrictions imposées par le gouvernement sur les prêts hypothécaires, les prix des logements ont marqué un palier dans les plus grandes villes, et l'investissement immobilier a ralenti. Les investissements dans les infrastructures ont également diminué, sur fond de maîtrise des emprunts des collectivités locales.

La poursuite des frictions commerciales et l'essoufflement de l'économie mondiale sapent les exportations et sont sources d'incertitudes. L'impact des droits de douane se fait sentir principalement dans les industries de transformation et dans d'autres secteurs tournés vers l'exportation ou dépendant des importations. Les petites et moyennes entreprises sont affectées de manière disproportionnée. À cause des incertitudes, les cours des actions ont fortement chuté. Si les exportateurs chinois devaient être confrontés à une nouvelle hausse des droits de douane à l'importation, les conséquences sur l'activité, l'emploi et les bénéfices des entreprises seraient encore plus graves.

3.2/ La croissance ralentit, mais engendre des déséquilibres

Par ailleurs, même si elle se ralentit, la croissance engendre toujours des déséquilibres. Les fruits de la croissance ont été plus largement partagés au cours de la dernière décennie, mais il faut faire encore davantage. L'impôt sur le revenu des personnes physiques ne contribue que faiblement à la redistribution, et les transferts sont limités. La capacité redistributive du système devrait être renforcée par un élargissement de la base d'imposition. Supprimer la cotisation minimale de sécurité sociale, qui est due quel que soit le revenu, permettrait d'alléger la charge pesant sur les bas salaires. Il faudrait relever l'âge de la retraite pour assurer la viabilité du système de retraite. Le système de transferts, y compris le *dibao*⁵, une allocation de subsistance, devrait aussi être mieux ciblé pour permettre une meilleure redistribution.

La pollution coûte très cher en vies humaines. Il faudrait ramener la pollution en dessous de ses niveaux préjudiciables en relevant les taxes environnementales et les amendes infligées aux pollueurs, ainsi qu'en investissant davantage dans les installations de traitement des pollutions. Mettre un terme à la construction de nouvelles centrales à charbon est une priorité.

La généralisation du numérique est rapide, mais suscite des préoccupations. L'avènement du numérique offre des possibilités de croissance formidable que les entreprises et responsables publics chinois ont été rapides à saisir. La Chine est ainsi devenue un leader mondial du commerce électronique, des paiements en ligne et de l'économie collaborative. La réglementation a du mal à

⁵ Revenu minimum de subsistance. Voir Solinger Dorothy J., Courret Laure, « Les allocataires du dibao », *Perspectives chinoises*, n°105, 2008. pp. 38-49

suivre le rythme de l'expansion de l'économie collaborative, ce qui soulève des inquiétudes en matière d'environnement et de sécurité. Il faudrait trouver une solution à l'aggravation de la fracture numérique. Renforcer les connaissances de base et les compétences en informatique et offrir des services d'internet abordables dans tout le pays permettraient d'aider davantage de personnes à bénéficier de la généralisation du numérique.

3.3/ Une politique expansionniste impliquant des déséquilibres financiers

Les pouvoirs publics vont s'efforcer d'entretenir la croissance par des mesures de relance sur la période 2019-20. En réponse au ralentissement de la demande intérieure et des commandes à l'export, les autorités ont eu recours à des mesures de relance en lien avec la fiscalité, l'accès au crédit et l'investissement dans les infrastructures. Or, la relance risque d'amplifier encore la dette du secteur des entreprises et, plus généralement, d'inverser les progrès accomplis en matière de désendettement.

Les instruments ciblés utilisés par les pouvoirs publics, encore largement utilisés, ont pour objectif d'injecter davantage de liquidités dans l'économie, mais ce mouvement est contrebalancé par le durcissement de la réglementation des activités bancaires parallèles. Les responsables de la politique monétaire devraient développer le recours à des instruments reposant davantage sur les mécanismes du marché. Les moyens de passer à des taux de change flexibles et à un ciblage de l'inflation devraient être étudiés.

L'endettement excessif et le niveau non viable de la dette du secteur des entreprises sont porteurs de risques financiers. La dette des entreprises est plus importante qu'elle ne l'est dans d'autres grandes économies, même s'il faut préciser que les dettes contractées par le biais de structures de financement des collectivités locales en lien avec des activités de construction sont classées dans cette catégorie alors que dans d'autres pays, elles figureraient dans la dette publique. Une relance des activités dans les infrastructures pourrait stimuler la croissance sur la période visée par les projections, mais pourrait aboutir à une nouvelle accumulation de déséquilibres et à une mauvaise allocation des capitaux, affaiblissant ainsi la croissance à moyen terme. Certaines collectivités locales sont fortement endettées. Les quotas de dette doivent donc tenir compte de la capacité de remboursement des collectivités locales émettrices.

3.4/ Des obstacles internes freinent la concurrence sur les marchés de produits et la mobilité de la main-d'œuvre.

Les gouvernements locaux ont pris des mesures protectionnistes qui empêchent l'entrée d'entreprises extérieures, et la discrimination à laquelle celles-ci font face réduit l'efficacité. Les gouvernements locaux accordent des monopoles aux entreprises locales. L'obligation de recourir à des prestataires de services agréés ou de s'enregistrer et d'avoir une expérience opérationnelle locale empêchent de profiter des avantages de la grande taille du marché national. La formulation vague des règlements et autres documents juridiques ouvre la voie à des interprétations discrétionnaires.

L'accès aux services publics, et la qualité de ces derniers, dépend de l'enregistrement des ménages dans le cadre du système du *bukou*. L'accès à des services publics de qualité varie fortement d'une

région à l'autre, et entre les zones urbaines et les zones rurales. Les migrations ralentissent à mesure que la population vieillit et que les revenus des campagnes rattrapent ceux des villes. Le lien entre services de bonne qualité et *hukou*⁶ devrait être supprimé et un niveau minimum de qualité de service devrait être assuré dans tout le pays pour améliorer l'inclusivité. Une meilleure répartition des ressources publiques, en particulier des enseignants et du personnel médical de haute qualité, permettraient de développer l'égalité des chances pour tous.

Créer un marché unique des produits et du travail suppose d'améliorer la redistribution, car les disparités sont très marquées. Un marché unique permettrait de réduire les coûts de transaction à long terme, mais pourrait impliquer des transferts plus importants à court terme. L'échelon le plus bas de l'administration publique, à savoir le comté, est chargé de l'éducation, de la santé et d'autres services publics. Les comtés s'en remettent énormément aux transferts budgétaires, et doivent souvent faire face à des obligations de dépense non assorties de financements. Le financement de certaines dépenses clés, comme l'éducation ou la santé, devrait être du ressort du gouvernement central de façon à garantir une qualité de service minimale.

Conclusion

En 2019, la Chine a connu le taux de croissance de son PIB le plus faible possible depuis 1992 : + 6,1%. Même si la baisse d'activité de 10% de la production automobile laisse à penser à un essoufflement progressif de la dynamique de croissance ou, tout au moins, à une surévaluation des performances macroéconomiques, la Chine a bien résisté aux mesures protectionnistes unilatérales des États-Unis de Donald Trump. Néanmoins, malgré un quadruplement du PIB par tête de 1980 à 2019, la pauvreté demeure une réalité : en 2019, près de 130 millions de Chinois seraient en état de pauvreté absolue, soit un doublement depuis 2010⁷.

2020 a confirmé la solidité de la croissance⁸. En effet, selon le FMI, la Chine sera, cette même année 2020, la seule économie majeure à échapper à la récession, avec un taux de croissance prévue du PIB de + 1,9 % contre - 4,3 % pour les États-Unis et - 8,3 % pour l'Union européenne. La contraction observée en Chine au premier semestre (- 6,8 %) a été effacée par le rebond de la croissance des ménages et au regain des exportations, d'où la réduction du chômage (5,4 % en septembre pour 6,2 % en février). En effet, à l'exportation, l'effet Covid semble avoir été positif pour la Chine. Celle-ci a gagné des parts de marché au détriment des dix-neuf autres plus gros

⁶ Le « *hukou* » (de « *hu* » = foyer et « *kou* » = résident, qu'on pourrait traduire par les expressions « livret d'enregistrement de résidence » ou « système d'enregistrement des ménages ») est le principal document d'identité d'un Chinois. Créé en 1951 pour les villes, en 1955 pour les campagnes, selon le modèle de la « *propiska* » (passeport intérieur soviétique), le *hukou* indique le lieu de résidence officiel d'une personne, classée rurale ou urbaine. Les agriculteurs en zone urbaine disposent d'un *hukou* rural. Les enfants héritent du *hukou* de leur mère. Familles rurales et urbaines sont différenciées pour divers domaines : la politique démographique qui leur est appliquée, l'accès au logement, aux soins médicaux, à l'école, les tickets de rationnement alimentaire, la priorité à l'emploi, voire le mariage. Le *hukou* urbain est très demandé par les ruraux, car il symbolise le statut. Voir notamment : Yves Boquet, « Le hukou », *Espace populations sociétés*, 2009/3, p. 355-357.

⁷ James Miles, « Asie : la mondialisation à tout prix », *Le Monde en 2020*, The Economist – Courrier international, 2020, p. 34-36.

⁸ Fabrice Nodé-Langlois, « Retour de la croissance : la Chine fait la course en tête », *Le Figaro*, 2 octobre 2020, p. 21-22.

exportateurs de la planète⁹. Elle a été le principal bénéficiaire d'un bond en avant de la consommation mondiale de produits médicaux (paracétamol, masques chirurgicaux, gel hydro-alcoolique, etc.) : sa part du marché mondial est ainsi passé de 8,8 % en 2017-2019 à 11,5 % en 2020. Elle a renforcé sa prépondérance en matière de vente d'équipements et produits électriques et électroniques, dont elle fournit le tiers de la demande mondiale (27,1 % en 2017-2019, mais 33 % en 2020). Il en va de même d'équipements pour le logement et la décoration (23,4 % des exportations mondiales en 2017-2019, mais 33,8 % en 2020). Si elle a perdu des parts de marché aux États-Unis (17,8 % en 2020 contre 20,6 % en 2017-2019), elle les a accrues dans la zone Euro (11,5 % en 2020 contre 9 % en 2017-2019), en Corée du Sud (22,6 % contre 20,6 %) et au Japon (24,8 % au lieu de 23,7 %). Il reste néanmoins à savoir si ce dynamisme exportateur pourra résister à ne dépression économique mondiale prolongée.

BIBLIOGRAPHIE

- M. Aglietta et G. Bai, *La voie chinoise. Capitalisme et Empire*, Paris, Odile Jacob, 2012
- M.-C. Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Paris, Fayard, 2013
- J.-P. Cabestan, *La Politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Y. W. Cheung, J. de Haan, *The Evolving Role of China in the Global Economy*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 2013
- D. Flouzat, *La nouvelle émergence de l'Asie. L'évolution économique des pays asiatiques depuis la crise de 1997*, Paris, PUF, 1999
- F. Gipouloux (dir.), *La Chine du 21^e siècle. Une nouvelle superpuissance ?*, Paris, Armand Colin, 2005
- C. Jaffrelot (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008
- A. R. Kroeber, *China's Economy. What Everyone Needs to Know*, Oxford University Press, 2020C.
- Meyer, *L'Occident face à la renaissance de la Chine. Défis économiques, géopolitiques et culturels ?*, Paris, Odile Jacob, 2018
- B. Naughton, *The Chinese Economy. Transition and Growth*, , Cambridge (Mass.), MIT Press, 2007
- J. M. Quatrepoint, *Le Choc des Empires*, Paris, Le Débat, Gallimard, 2014
- J. Vercueil, *Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine*, Paris, Bréal, 2015
- B. Vermander, *La Chine ou le temps retrouvé. Les figures de la mondialisation et l'émergence chinoise*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant/Presses Universitaires de Louvain, 2008
- L. Wu and R. Wenli, *Contemporary China's Economy*, Beijing, China Intercontinental Press, 2010
- L. Wu, F. Sui and L. Zheng, *China's Economy*, Beijing, Intercontinental Press, 2010.

⁹ Fabrice Nodé-Langlois, « Les exportateurs de « made in China » ont gagné des parts de marché », *Le Figaro*, 2 octobre 2020, p. 22.